

## CITIZEN

## IMMIGRATION

# Arrêtons les discours de la peur

Asti/woxx

Venir en Europe en tant que demandeur d'asile et de protection internationale veut dire qu'on est menacé pour des raisons liées à son origine nationale, religieuse, son appartenance à un groupe social ou son orientation sexuelle. Ceci est le cas pour les réfugiés en provenance de Libye qui se trouvent à Malte ainsi que des minorités Rom de Serbie qui sont venues au Luxembourg. Une analyse au cas par cas de leur demande doit être garantie dans le cadre de la convention de Genève. Seuls les résultats de cette analyse permettent de dire si ces personnes sont bien des réfugiés politiques ou non.

Venir en Europe comme migrant économique c'est autre chose : c'est vouloir chercher un emploi pour assurer une existence meilleure à soi et à sa famille. Souvent ces migrants envoient des sommes importantes dans leur pays d'origine ce qui permet à leur famille de vivre dignement.

Dans le débat mené actuellement au niveau européen et au Luxembourg autour de l'afflux de réfugiés, on fait certes la différence entre ces deux cas de figure mais on attise les peurs, le sentiment d'être submergé prédomine.

Or, il ne faut pas oublier que pour le seul conflit libyen 448.000 personnes ont trouvé refuge en Tunisie et en Egypte - deux pays confrontés à des problèmes économiques bien plus importants que l'Europe.

Limitier la discussion aux seules questions du confinement de ces personnes à l'Italie et au refoulement aux frontières de l'Europe des migrants tunisiens est dangereux. Ce discours érige l'Europe en une forteresse toujours plus sécurisée. La question de la solidarité entre les peuples n'est guère abordée. N'oublions pas que les migrants envoient régulièrement de l'argent à leur famille dans leurs pays d'origine. Cette aide économique étant efficace et bien plus importante que les aides au développement promues par les pays européens.

Au Luxembourg, les structures d'accueil des demandeurs d'asile sont saturées parce qu'elles regorgent de personnes dont la procédure d'asile n'a pas abouti. Ces personnes restent à attendre depuis des années un hypothétique retour ou une possibilité

de rester. Pourquoi ne pas leur donner la possibilité de trouver un emploi afin de leur permettre de construire un avenir meilleur pour eux et leur famille au Luxembourg? Ils pourraient ainsi se prendre en charge eux-mêmes et ne plus dépendre de l'État luxembourgeois. Cela dégagerait des places pour de nouveaux réfugiés.

L'Asti rappelle son appel à plus de solidarité envers ces personnes et à une table ronde de tous les acteurs - communes, ministères, ONG - en charge des demandeurs d'asile afin de trouver des solutions. Un plan permettant de fixer les modalités appropriées pour réagir aux afflux massifs de réfugiés pourrait ainsi être établi.

Il faut que les discours de la peur cessent et que des exemples de bonnes pratiques prennent le relais. Sur les 1611 places d'accueil de demandeurs d'asile seuls 602 sont dans des structures plus grandes. Même avec très peu d'encadrement (seules environ 282 personnes sont encadrées par un personnel formé dans les structures d'accueil) peu ou pas de problèmes ont vu le jour. Alors pourquoi n'avancer que des peurs, présentons les bonnes pratiques ! Aurions-nous moins de capacité d'accueil que des pays d'Afrique moins bien lotis que nous ?

Une solution doit être européenne mais elle doit aussi se faire dans l'esprit de solidarité entre les peuples afin que les valeurs de nos démocraties y gagnent contre le populisme et l'obscurantisme. Les êtres humains qui se sentent en insécurité ou en danger dans leur pays, partent de chez eux pour trouver un avenir meilleur. Cela a toujours été le cas et le restera toujours. Si l'Europe veut être une forteresse en leur interdisant l'entrée, la conséquence logique sera l'immigration clandestine, beaucoup moins facile à gérer.

## CITIZEN NEWS

## Atomkraft - Nee Merci!

## Nucléaire - Non Merci!

National Mobilisierung - Dënschdeg, 26. Abrëll 2011

Manifestation nationale - mardi 26 avril 2011

place Clairefontaine - Luxembourg 18h

- Fir de Stopp vun den Atomkraaftanlagen ronderëm d'Land
- Fir eng EU-Politik géint d'Atomkraft
- Fir e nationale Energiekonzept ouni Atom- oder fossil Energie
- Pour l'arrêt des centrales nucléaires proches de nos frontières
- Pour une politique européenne anti-nucléaire
- Pour un concept énergétique national sans recours aux énergies nucléaire et fossile

Nationalen Aktiounskomitee géint Atomkraft  
Mouvement Ecologique, Greenpeace, OGBL,  
FNCTTFEL-Landesverband, LSAP, déi gréng,  
Forum, ADR, déi jonk gréng, DP, FGFC,  
JSL - Jeunesses Socialistes Luxembourgeoises,  
Luxemburger Kommission Justitia et Pax, KPL, LCGB,  
Lëtzebuerger Guiden a Scouten, Klima-Bündnis Lëtzebuerg,  
Transfair-Minka asbl,  
déi Lénk,  
attac Luxembourg,  
déi jonk Lénk,  
Eurosolar, Syprolux,  
FNCTTFEL-Jugend  
www.stopatom.lu



## Finance Watch in Gründungsphase

Das Projekt der Gründung einer neuen Nichtregierungsorganisation unter dem Namen „Finance Watch“ (woxx 1101) nimmt Konturen an. Am vergangenen Samstag hat die neue zivilgesellschaftliche Organisation, mit dem erklärten Ziel durch gezielte Gegenexpertise ein Gegengewicht zu der übermächtigen Bankenlobby zu konstituieren, die Liste seiner Gründungsmitglieder publik gemacht. Rund 30 verschiedene NGOs, Forschungsinstitute, Verbrauchervereinigungen, Gewerkschaften und Kleinanlegerverbände beteiligen sich an dem Projekt, darunter Attac, die European Federation of Investors, Oxfam, Transparency International, die Rosa Luxemburg Stiftung und das World Development Movement. Der nächste Schritt wird sein, ein zwölfköpfiges ExpertInnen-Team auf die Beine zu stellen, das es mit der allgegenwärtigen Finanzlobby aufnehmen kann. Kein leichtes Unterfangen! Allein das jährliche Budget von „Finance Watch“ von über zwei Millionen Euro, so Projektbeauftragter Thierry Philipponnat gegenüber der Süddeutschen Zeitung, entspreche dem Betrag, den der Finanzsektor in nur zwei Tagen in die Lobbyarbeit in Brüssel investiert. Die ExpertInnen sollen die Argumente zusammenstellen um Politiker gegen Unwahrheiten, etwa dass die Regulierung der Finanzmärkte Arbeitsplätze koste, immun zu machen.